

# LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005  
**HUITIÈME ANNÉE N° 867 DU 3 SEPTEMBRE 2013**

1801/2013 : 212<sup>e</sup> ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE

Le 141<sup>e</sup> numéro de l'année 2013

Nombre de pages : 25 pages

Distribué à 15.100 personnes

## LA CITATION DE LA SEMAINE

« Ceux que les Dieux veulent détruire, ils commencent par les rendre fous ».

**EURIPIDE**

**RENTÉE DES CLASSES :**

**L' ENDOCTRINEMENT FRANÇAIS**

**VA CONTINUER**

**ANNÉE 2013**

**ANNÉE**

**SÉNÉGAL**

# SOMMAIRE

AFFAIRES NATIONALES ET À LA UNE page 3

AFFAIRES MONDIALES page 9

MARCHÉS FINANCIERS MONDIAUX page 19

DROIT, MANAGEMENT, PATRIMOINE page 21

TABLEAU DE BORD GUADELOUPE page 24

## LA NATION

### **PUBLICATION DU GROUPE MÉDIA CARAÏBE :**

**22 BIS RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE**

### **ADMINISTRATION :**

PRÉSIDENT DU CONSEIL D ADMINISTRATION : DAVILA JACQUES

COORDONNATEUR ADMINISTRATIF: JEAN PAUL ELUTHER

Abonnement : 0690 40 42 55 ;

Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 40 42 55 ;

Agence de presse : Média info

### **RÉDACTION**

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : **ELUTHER JEAN PAUL**

COMITÉ DE RÉDACTION : José Ayassamy ; Romuald Myriam ; Jacques Davila; Wesley Aminata.

**SUIVEZ NOUS SUR LE WEB ET LES RESEAUX SOCIAUX .**

# **Pour suivre la préparation de la loi des finances 2014 applicable en Guadeloupe.**

## **CRÉDITS DE PAIEMENT DÉPENSES PUBLIQUES ÉTAT**

**PLF 2013 :**

**2 250 882 765€**

## **CRÉDITS DE PAIEMENT MISSION OUTRE-MER**

**PLF 2013**

**377 476 023€**

## **À LA UNE**

### **LA RENTRÉE SCOLAIRE**

#### **Les chiffres**

Les enseignants ont repris lundi le chemin des différentes écoles , avant les élèves à partir de mardi.

#### **LES EFFECTIFS D'ÉLÈVES**

##### **1. Premier degré**

**- Secteur public**

Préélémentaire

2011 : 18 404

2012 : 17 554

Prévisions 2013 : 17 683

Elémentaire

2011 : 32 399

2012 : 31 648

Prévisions 2013 : 30 845

Spécialisé

2011 : 498

2012 : 521

Prévisions 2013 : 530

**Total**

**2011 : 51 301**

**2012 : 49 723**

**Prévisions 2013 : 49 058**

- Secteur privé sous contrat

**Total**

**2011 : 5 152**

**2012 : 5 045**

**Prévisions 2013 : 5 045**

**2. Second degré**

- Secteur public

Premier cycle

2011 : 26 930

2012 : 26 768

Prévisions 2013 : 26 538

Second cycle

2011 : 18 671

2012 : 17 937

Prévisions 2013 : 17 672

Post-bac

2011 : 1 804

2012 : 1902

Prévisions 2013 : 1 893

**Total**

**2011 : 47 405**

**2012 : 46 607**

**Prévisions 2013 : 46 103**

- Secteur privé sous contrat

Premier cycle

2011 : 2 784

2012 : 2 807

Prévisions 2013 : 2 841

Second cycle

2011 : 2 243

2012 : 2 121

Prévisions 2013 : 2 086

Post-bac

2011 : 320

2012 : 374

Prévisions 2013 : 392

**Total**

**2011 : 5 347**

**2012 : 5 302**

**Prévisions 2013 : 5 319**

## **LES EFFECTIFS D'ENSEIGNANTS**

### **1. Premier degré**

Secteur public : 3 200

Secteur privé sous contrat : 240

### **2. Second degré**

Secteur public : 4 600

Secteur privé sous contrat : 440

## **NOMBRE DE COLLÈGE ET DE LYCÉES**

### **1. Premier degré**

Secteur public : 310 écoles

Secteur privé sous contrat : 15 écoles

### **2. Second degré**

Secteur public : 45 collèges / 23 lycées

Secteur privé sous contrat : 6 collèges / 13 lycées

## **Les enjeux**

La rentrée 2013 est placée « sous le signe du changement », dont la réforme des rythmes scolaires : Changement politique d'abord ; Changement administratif ensuite car la Guadeloupe devra faire face à un fort renouvellement de ses personnels d'encadrement, et cela pour des raisons diverses , départs à la retraite, mobilité géographique ou fonctionnelle ou tout simplement reconnaissance des compétences et des talents ; Changement pédagogique enfin puisque des chantiers nouveaux ont été ouverts en 2013: La réforme des rythmes scolaires dans le premier degré qui va concerner,

dans un premier temps, 5 communes dans l'académie : Goyave, Le Moule, Pointe-à-Pitre, Terre-de-Bas, Saint-Martin, ce qui représente 40 écoles en Guadeloupe et 15 à Saint Martin ; L'accueil des enfants moins de trois ans ; La formation des enseignants avec l'ouverture d'une école supérieure du professorat, qui doit permettre de concilier une formation universitaire de haut niveau et une formation initiale et continue très professionnalisée.Elles accueilleront les étudiants se destinant aux métiers du professorat et de l'éducation, et proposeront des formations de préparation aux concours de recrutement ; L'entrée de l'école dans l'ère du numérique. A ces chantiers vont très vite s'ajouter les chantiers de 2014, qui sont aussi importants : évolution du collège et du métier d'enseignant ; refonte de l'éducation prioritaire et création des internats de la réussite.

### **Rentrée 2013 : l'endoctrinement va continuer**

Implanter l'idéologie de l'assimilation et donc de la supériorité française dans la tête de nos jeunes, reste la grande motivation de l'éducation nationale Française en Guadeloupe. Le mammoth informe, déficient, francisé jusqu'à la moelle, va continuer en 2014 son bourrage de crâne destiné à fabriquer des Guadeloupéens francisés, dociles, sous-éduqués, qui éviteront, une fois adultes, de faire des vagues et de poser des problèmes aux autorités coloniales françaises qui les abusera à sa guise en les endormant de belles paroles.

### **LA RÉDACTION**



# AFFAIRES NATIONALES

## ÉCONOMIE, SOCIAL, SANTÉ

### L'OCDE PLUS OPTIMISTE POUR LA CROISSANCE DE LA FRANCE

Bonne nouvelle pour la France... et le gouvernement. Alors que les signes de reprise se multiplient, l'OCDE a en effet revu à la hausse sa prévision de croissance pour la France en 2013 et table désormais sur un rebond de 0,3% du produit intérieur brut contre, estime-t-elle dans son évaluation économique intermédiaire publiée ce mardi. L'Hexagone renouerait ainsi avec la croissance après avoir stagné en 2012 et après avoir suscité des questions sur une éventuelle récession sur l'ensemble de cette année. Dans ses dernières prévisions officielles, remontant à la fin du printemps, l'Organisation de coopération et de développement économiques tablait encore sur un recul de 0,3% du PIB français en 2013. A +0,3%, son nouveau pronostic est très supérieur aux prévisions officielles du Fonds monétaire international (FMI), qui a confirmé en août prévoir une contraction de 0,2% de l'économie hexagonale cette année, avant une croissance de 0,8% en 2014. L'OCDE se montre également plus optimiste que la Commission européenne, dont le dernier pronostic remontant à fin mai table sur un repli de 0,1% du PIB français. La nouvelle prévision de l'organisation dépasse même celle du gouvernement français. Pour ce dernier, l'hypothèse de base reste une croissance de 0,1% sur l'année, même si le ministre de l'économie Pierre Moscovici espère un chiffre final plus robuste après le rebond de 0,5% enregistré au deuxième trimestre.

**DOSSIER PRÉPARÉ PAR JEAN PAUL ELUTHER**





# AFFAIRES MONDIALES

## SPÉCIAL SYRIE

### POINT DE VUE : LES LUMIERES CONTRE LE COLONIALISME

par **Thierry Meyssan**

Comme dans une tragédie grecque, les Occidentaux qui annonçaient bombardier la Syrie dans l'heure n'ont rien fait et s'entre-déchirent. « Ceux que les Dieux veulent détruire, ils commencent par les rendre fous », disait Euripide. D'un côté les leaders des États membres permanents du Conseil de sécurité, Barack Obama, David Cameron et François Hollande ; de l'autre leurs peuples. D'un côté, l'hybris (ὑβρις), la démesure des dernières grandes puissances coloniales ; de l'autre, les Lumières de la Raison. Face à eux, les Syriens, silencieux et endurants, et leurs alliés, Russes et Iraniens, aux aguets. La pièce qui se joue n'est pas un énième épisode de la domination mondiale, mais un moment charnière tel que l'Histoire n'en a pas connu depuis 1956 et la victoire de Nasser au Canal de Suez. À l'époque, le Royaume-Uni, la France et Israël durent renoncer à leur rêve colonial. Certes, il y eut encore les guerres d'Algérie, du Vietnam et la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, mais l'élan qui avait placé l'Occident à la tête du monde s'était brisé. Ce rêve fut pourtant ravivé par George W. Bush à la conquête de l'Irak. Voyant leur économie s'essouffler et croyant à la disparition prochaine du crude oil (selon la théorie du « pic pétrolier »), les multinationales US usèrent des armées alliées pour re-

coloniser l'Orient. Durant un an, une société privée, l'Autorité provisoire de la Coalition, gouverna et pilla l'Irak. Ce rêve devait se poursuivre en Libye, en Syrie et au Liban, puis en Somalie et au Soudan, avant de culminer en Iran, selon les révélations du général Wesley Clark, ancien commandeur de l'Otan. Toutefois, l'expérience irakienne aura montré que, même exsangue après des années de guerre contre l'Iran et des années de sanctions, il n'est pas possible de coloniser un peuple éduqué. La différence de statut entre les Occidentaux sachant lire et écrire, et maîtrisant la poudre, et le reste du monde a disparu. Et même les peuples les plus ignares regardent la télévision et réfléchissent aux relations internationales. Ce paradigme a un corolaire : les peuples occidentaux ne sont pas assoiffés de sang. Ils étaient partis sûrs de leur supériorité à l'assaut du monde et en sont revenus meurtris. Ils refusent aujourd'hui de reprendre cette aventure criminelle au seul bénéfice de leurs capitaines d'industrie. C'est le sens du vote de la Chambre des Communes rejetant la motion d'attaque de la Syrie soumise par David Cameron. Les peuples ont-ils une conscience nette de leurs actes ? Certes non. Rares sont les Occidentaux, Européens et Nord-Américains, qui ont compris comment l'Otan provoqua la sécession de Benghazi et la fit passer pour une révolution contre Mouamar el-Kadhafi, avant d'écraser le pays sous un déluge de bombes. Rares sont ceux qui ont reconnu dans le drapeau de l'Armée syrienne libre, vert, blanc et noir, celui de la colonisation française. Pourtant tous savent que c'est de cela dont il s'agit. La communication de Downing Street et de la Maison-Blanche stupéfie d'arrogance. Dans leur note sur la légalité de la guerre, les services du Premier ministre britannique soulignent que le Royaume-Uni peut intervenir en dehors d'un mandat du Conseil de sécurité pour empêcher la commission d'un crime, pourvu que son intervention soit

exclusivement dirigée vers ce but et soit proportionnelle à la menace. Mais comment prétendre empêcher une armée d'utiliser des armes chimiques en bombardant son pays ? La Maison-Blanche a, quant à elle, diffusé une note de ses services de renseignement assurant avoir la « certitude » de l'usage d'armes chimiques par la Syrie. Fallait-il dépenser plus de 50 milliards de dollars annuels pour accoucher d'une théorie du complot dénuée de la moindre preuve tangible ? En 2001 et en 2003, l'accusation faisait loi. Colin Powell pouvait attaquer l'Afghanistan en promettant d'apporter ultérieurement les preuves de l'implication des Talibans dans les attentats du 11-Septembre, et ne jamais les transmettre au Conseil de sécurité. Il pouvait faire écouter de fausses interceptions téléphoniques et brandir une fiole de faux anthrax, avant de raser l'Irak et de présenter ses excuses pour ces mensonges. Mais aujourd'hui l'Occident affronte ses contradictions entre partisans de la colonisation et des Lumières. Ce qui se joue à propos de la Syrie, c'est bien l'avenir du monde. Les dirigeants des États occidentaux, toujours à la poursuite de profits et de pouvoir, ne parviennent plus à exploiter leurs peuples et tournent leurs ambitions vers l'extérieur. Ils sont désavoués par les représentants de leurs peuples. Le vote des Britanniques serait sans aucun doute celui des Français, si l'Assemblée nationale était appelée à se prononcer, et sera peut-être celui des États-Unis, lorsque le Congrès sera consulté. En attendant, plutôt que de résoudre leurs problèmes économiques internes, Washington, Londres et Paris rivalisent de déclarations grandiloquentes et belliqueuses, se dévorant sur les ruines de leurs gloires éteintes.

## **LA CONFÉRENCE DE PRESSE DE BAN KI MOON**

Tandis que les experts de l'ONU travaillent « sans relâche » pour accélérer l'analyse des échantillons prélevés en Syrie, le Secrétaire général Ban Ki-moon a lancé mardi un appel à l'unité aux membres du Conseil de sécurité, qu'il a priés de réfléchir à une réponse appropriée en cas de vérification des allégations d'utilisation d'armes chimiques. S'adressant à la presse peu avant son départ pour Saint-Pétersbourg, où il participera au Sommet du G20, le patron de l'ONU a estimé que la question dépasse le cadre du conflit syrien, évoquant une responsabilité collective envers l'humanité. « Je prends note de l'argument en faveur d'une action pour prévenir de nouvelles attaques à l'arme chimique », a indiqué le chef de l'ONU. « En même temps, nous devons prendre en considération l'impact que pourrait avoir toute mesure punitive sur les efforts en cours pour empêcher de nouvelles effusions de sang et faciliter la résolution politique du conflit. » Le Secrétaire général a plaidé pour que toute décision soit prise dans le cadre prévu par la Charte des Nations Unies. L'usage de la force, a-t-il rappelé, est seulement légal en situation de légitime défense, conformément à l'article 51 de la Charte et après approbation du Conseil de sécurité. M. Ban a appelé tous les acteurs concernés, que ce soit au niveau international ou au niveau national, à convoquer « dès que possible » la Conférence de Genève – avec notamment la participation des États-Unis, de la Fédération de Russie et de l'ONU. Au cours du sommet de G20, il abordera ces questions avec les dirigeants de ces pays, a-t-il assuré aux journalistes. Les échantillons biomédicaux et environnementaux prélevés par l'équipe d'experts de l'ONU sur le site présumé d'une attaque en date du 21 août devraient parvenir aux laboratoires d'analyse d'ici demain. Selon M. Ban, l'équipe, dirigée par le scientifique Åke Sellström, a travaillé « sans relâche » depuis son retour samedi de

Syrie pour préparer les matériaux collectés par ses membres. « Depuis les attaques horribles perpétrées il y a deux semaines à Ghouta, en banlieue de Damas, la Mission travaille dans l'urgence pour établir les faits sur la nature et la portée d'une éventuelle utilisation d'armes chimiques », a-t-il expliqué, soulignant que le succès de la mission était dans l'intérêt de tous, alors qu'elle est chargée d'enquêter sur ce qui pourrait être le premier cas d'emploi d'armes de destruction massive au 21<sup>e</sup> siècle. Il a souhaité que l'équipe de l'ONU se voir offrir toutes les opportunités possibles de s'acquitter de son mandat, notant qu'elle « est dans une position unique pour établir de manière objective et impartiale les faits et conduire ses travaux dans le respect le plus strict des normes internationales pertinentes ». Une fois les analyses des échantillons terminées, un rapport sera remis à M. Ban, qui communiquera les résultats aux 193 États Membres des Nations Unies et aux 15 membres du Conseil de sécurité. Parallèlement, la Haute Représentante des Nations Unies pour les affaires de désarmement, Angela Kane, informera les États membres qui avaient saisi M. Ban pour lui demander d'ouvrir une enquête sur l'incident de Ghouta. « Le mandat de cette équipe est de déterminer si des armes chimiques ont été utilisées ou non. Il ne s'agit pas d'établir qui les a utilisées contre qui. Nous n'avons pas ce type de mandat à ce moment précis », a indiqué M. Ban. « C'est la décision des Nations Unies et ma décision », a-t-il déclaré en réponse à un journaliste qui lui demandait comment le mandat avait été élaboré. Au cours de sa conférence de presse, M. Ban a réitéré que le recours à des armes chimiques, quels qu'en soient les acteurs ou les circonstances, serait considéré comme une violation du droit international et un crime de guerre odieux. « Tous les auteurs devront être poursuivis en justice. Il ne devrait pas y avoir d'impunité », a-t-il insisté.

## **POINT DE VUE : TERRORISME INTELLECTUEL , PARIS ET SES PREUVES À DORMIR DEBOUT**

### **ABDEL BAKAYOKO**

Après l'échec de leur stratégie qui consistait à armer et à entraîner des rebelles venus des quatre coins du monde afin de renverser le GOUVERNEMENT syrien de Bachar Al Assad, la communauté internationale formée du trio USA-Angleterre et France comptent dérouler leur plan B. Ce plan consiste à s'impliquer directement dans le conflit. Mais pour ce faire, il leur fallait un prétexte. La détention d'armes de destruction massive étant un classique usé jusqu'à la corde, les magiciens-manipulateurs nous ont sorti de leurs chapeaux l'utilisation d'armes de destruction massive, à savoir l'arme chimique. Et comme le ridicule ne tue pas, le N° 1 du Parti socialiste français, Monsieur Harlem Désir, foulant au pied les règles les plus élémentaires de la courtoisie républicaine basée sur le respect de l'opinion de l'autre, accuse celles et ceux qui n'adhèrent pas à leur politique aventurière d'attaquer la Syrie d'être des traîtres. C'est la politique impérialiste ô combien dangereuse de François Hollande. Aveuglé par la haine envers le gouvernement syrien, Harlem Désir nage dans la contradiction la plus totale. Violant allègrement le droit international en ignorant les Nations-unies, il appelle à attaquer la Syrie pour faire respecter ce droit international qu'il foule au pied. Clamant partout que le « régime d'Assad » a utilisé les armes chimiques mais ne convainquant personne, Obama et Hollande se sont lancés dans une campagne d'intoxication pour nous faire avaler les couleuvres de l'imbécillité, pompeusement appelé « preuves de la culpabilité du régime syrien dans l'utilisation des armes chimiques ». Pour mieux émouvoir l'opinion, on met en exergue les femmes et les enfants victimes de ces attaques. Le dernier des simples d'esprit ne prête foi aux

écoutes téléphoniques des services secrets français révélant des propos de culpabilité de soldats de l'armée syrienne régulière. Il n'est même pas besoin d'être des services secrets pour fabriquer ce genre d'accusation gratuite. N'étant pas sûrs des résultats de la mission des experts en armes chimiques de l'ONU, le duo Obama-Hollande, nous croyant incapables de réfléchir nous annonce que les inspecteurs sont arrivés trop tard. La « faute du régime syrien » qui a eu le temps de « purifier » le site par des bombardements classiques. Autrement dit, les experts ont travaillé comme des nigauds pour rien, cinq jours après l'explosion des armes chimiques. Ils perdent de vue que ces experts étaient venus en Syrie pour enquêter sur l'utilisation d'armes chimiques le 19 mars 2013 sur le site de Khan al Assal, dans la région d'Alep. Ils ne se sont pas pour autant opposés à cette mission sur un site où les armes ont été utilisées il y a cinq mois et non cinq jours. Que dire de la « preuve » que les roquettes utilisées sont « très vraisemblablement de fabrication industrielle » ce qui lave de tout soupçon les rebelles ? Qui sur cette planète peuvent-ils endormir avec un argument aussi fallacieux en lui faisant croire que les rebelles ne disposent pas de roquettes modernes et puissantes, eux qui sont financés et armés par le Qatar et l'Arabie saoudite qui achètent leurs armes en Occident ? Dire que les zones touchées étaient des zones rebelles ne fait qu'ajouter à la confusion, il n'éclaire rien. N'a-t-on pas vu des rebelles syriens massacrer froidement d'autres rebelles syriens ? Gazer des rebelles qui ne sont pas de la même obédience et précipiter l'intervention des USA et de ses vassaux n'est que faire d'une pierre deux coups. Dire aussi que l'opposition syrienne ne possède ni le savoir-faire, ni les moyens pour conditionner les produits chimiques et les utiliser, c'est croire que l'opinion ne voit pas plus loin que le bout de son nez. Les citoyens regardent la télé, lisent les

journaux, surfent sur Internet. Même les vaches qui broutent dans les plaines de Normandie ou de l'Illinois savent que vous avez puissamment armé et financé cette la rébellion qui dispose d'un arsenal très moderne. Pour donner plus de poids aux « preuves » qui n'en sont pas vraiment, on veut nous faire croire que les informations divulguées étaient classées secrets-défenses donc destinées aux grands décideurs. C'est par souci de grande démocratie qu'elles sont divulguées même si le gouvernement français ne compte pas procéder à un vote comme en Angleterre et aux USA. « Nous respectons notre Constitution mais pas les Nations-unies »? La vieille recette irakienne est également réchauffée et servie. En effet, comme on nous présentait l'armée du dangereux Saddam Hussein comme étant la 3e armée du monde, on nous présente le stock d'armes chimiques du dangereux Bachar Al Assad comme « l'un des tout premiers programmes chimiques au monde ». Tous les gens dont le raisonnement n'est pas parasité par la haine ou les calculs sordides ont la certitude que le gouvernement syrien n'est pas aussi idiot pour inviter les experts en armes chimiques et gazer sous leur nez et barbe ses citoyens. On essaie de leur faire douter en avançant que ce gouvernement redoutait une attaque d'ampleur sur Damas. Quel mensonge grossier. Le monde entier sait que la rébellion est sur la défensive partout en Syrie, qu'elle a demandé une trêve pour le ramadan et est sur le point d'être défaite. « Plus jamais ça » disait-on à la fin de la première guerre mondiale. Le même refrain est repris à la fin de la deuxième. Plus jamais les mensonges qui ont sous-tendu la guerre d'Irak disons-nous dans l'espoir que notre vœu soit exaucé. Ceux qui attaqueront la Syrie mettront leur doigt dans un engrenage qui ne sera comparable ni à l'Irak, ni à l'Afghanistan.



## **DES PARTIS PROGRESSISTES CONDAMNENT**

Buenos Aires, le 3 septembre , Quelques 60 partis progressistes de diverses parties du monde ont exprimé leur condamnation des plans du gouvernement des États-Unis pour attaquer la Syrie, qui affronte d'ores et déjà une agression sanglante de mercenaires, lancée depuis l'étranger. Un communiqué conjoint signale que les partis communistes, ouvriers et progressistes expriment leur solidarité envers le peuple Syrien et condamnent l'attaque qui est préparée par les États Unis et plusieurs de leurs alliés pour la promotion de leurs intérêts dans la région. «Nous rejetons les prétextes impérialistes qui comme il a été démontré, ont été utilisés aussi dans la guerre contre l'Irak et dans les autres guerres impérialistes contre la Yougoslavie, l'Afghanistan et la Libye » relève le communiqué qui est signé par des représentants de 60 organisations politiques de nombreux pays dont l'Azerbaïdjan, l'Allemagne , l'Australie, le Bahreïn, Belarus, le Brésil, le Canada, le Chili, le Royaume Uni, le Danemark, l'Espagne, les Philippines, la Grèce, le Mexique, le Pakistan, Cuba, la Lettonie, la Norvège, l'Italie, l'Irlande. À son tour, la classe ouvrière exhorte les peuples du monde à combattre et à condamner la nouvelle guerre impérialiste, à exiger des gouvernements de leurs pays qu'ils ne s'impliquent et qu'ils n'appuient pas l'attaque militaire criminelle. Les États-Unis et la France auxquels se joignent l'Arabie Saoudite, le Qatar et la Turquie, mènent une intense campagne médiatique, ils exercent des pressions politiques. Ils arment un plan pour attaquer la Syrie comme l'a annoncé le président étasunien Barack Obama. Le gouvernement étasunien a fait savoir qu'il bombardera la Syrie dans les prochains jours, en représailles pour le supposé usage par le gouvernement de Damas d'armes chimiques, un argument qui n'est pas basé sur des faits

vérifiés. Un tel plan a suscité un rejet international dont celui du Pape François qui a lancé un appel à la paix et à mettre fin aux guerres.

## **AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES**

### **FANTASTIQUE CARIFESTA**

Fantastique a été le mot utilisé par l'Ambassadeur Irwin LaRocque, Secrétaire général de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) pour décrire CARIFESTA XI qui a eu lieu à Paramaribo et dans d'autres régions du Suriname. S'exprimant après avoir été témoin du week-end d'ouverture et avoir participé au lancement du marché des Caraïbes pour les arts et le Village de la jeunesse, le lundi, le Secrétaire général a déclaré que toute personne visitant l'événement aurait été soufflée par l'explosion de talent dont ils auraient été témoins. L'Ambassadeur LaRocque a déclaré: «cela a été une grande expérience et le thème " La culture comme développement "devrait être considérée comme une fin en soi et comme un catalyseur pour le développement global." "De la soirée magique qui a été la cérémonie d'ouverture, le Grand Marché, les festivals communautaires, le Village de la jeunesse tout a été exceptionnel. Cela témoigne du travail acharné du comité d'organisation et le plein appui du gouvernement du Suriname ", a déclaré le Secrétaire général. Encore une fois , la Guadeloupe a été absente de la Caraïbe. Prochaine CARIFESTA dans deux ans en Haïti.

**DOSSIER PRÉPARÉ PAR JACQUES DAVILA**



# ÉTAT DES MARCHÉS

## ASIE

Les Bourses asiatiques poursuivent leur rebond ce mardi matin sur fond d'accalmie précaire sur le dossier syrien et d'amélioration des perspectives économiques mondiales. A Tokyo, l'indice [Nikkei 225] rebondit de 2,8% peu avant la clôture, tandis que Hong Kong gagne 1%. L'indice composite de Shanghai avance de 0,6%, Taiwan prend 0,6% et Séoul progresse de 0,4%. De son côté, Sydney est quasi-stable (+0,1%) après le maintien ce matin de ses taux directeurs à 2,5% par la banque centrale australienne. Enfin, Singapour cède 0,1% et la Bourse de Bombay (indice BSE Sensex) cède 0,8%. Les investisseurs apprécient l'éloignement de l'hypothèse d'une intervention militaire occidentale de grande ampleur contre la Syrie, compte tenu des hésitations des Etats-Unis qui s'en remet au Congrès. Par ailleurs, les derniers indicateurs économiques en provenance d'Asie et d'Europe s'améliorent : hier, l'indice PMI manufacturier de la zone Euro calculé par Markit est ressorti meilleur que prévu, atteignant en août son plus haut niveau depuis deux ans. Même scénario en Chine, où l'indice PMI manufacturier, puis celui des services, ce matin, ont témoigné d'une amélioration des perspectives des chefs d'entreprises chinois le mois dernier. Le Premier ministre Li Keqiang s'est d'ailleurs montré confiant dans la capacité de son pays à atteindre son objectif officiel de 7,5% de croissance du PIB en 2013. L'économie chinoise "poursuit son développement stable" depuis le premier semestre, et "la confiance augmente", a-t-il affirmé dans une intervention télévisée à l'occasion d'une exposition commerciale Chine/Asean à Nanning.

## ÉTATS UNIS

Wall Street a fini sur une note positive mardi après avoir hésité entre de bons indicateurs chinois, européens ou américains, et un regain de craintes sur la Syrie: le Dow Jones a gagné 0,16% et le Nasdaq 0,63%. Selon des résultats définitifs, l'indice vedette Dow Jones Industrial Average s'est apprécié de 23,65 points à 14.833,96

points et le Nasdaq, à dominante technologique, de 22,74 points à 3.612,61 points. L'indice élargi Standard & Poor's 500 a progressé de 0,42% (+ 6,80 points), à 1.639,77 points. La séance a débuté sur les chapeaux de roues, les investisseurs "essayant de rattraper ce qu'on n'avait pas pu célébrer lundi (jour férié aux Etats-Unis), à savoir les bonnes données économiques sorties de Chine et de la zone euro", a relevé Art Hogan, de Lazard Capital Market. En août la Chine a d'une part vu sa production manufacturière rebondir légèrement, et dans la zone euro le secteur manufacturier a atteint son plus haut niveau en 26 mois. Le marché a ensuite été conforté dans sa bonne humeur par des chiffres américains: l'activité des industries manufacturières a continué d'accélérer en août dans le pays, et les dépenses de construction ont progressé de 0,6% en juillet, se hissant à leur plus haut niveau depuis juin 2009.

## **EUROPE**

Les Bourses européennes ont marqué une pause mardi, après un "rally" de près d'une semaine, l'impact de l'envolée de Nokia après l'annonce de la vente de son activité téléphonie mobile à Microsoft ayant été annulé par les inquiétudes autour de la Syrie. À Paris, l'indice CAC 40 a terminé en baisse de 0,8% à 3.974,07 points. Le Footsie britannique a perdu 0,58% et le Dax allemand 0,77%, tandis que l'indice EuroStoxx 50 a reculé de 0,75%.

## **CHANGE**

L'euro baissait mardi en cours d'échanges new-yorkais face à un dollar aidé par un indicateur américain encourageant, dans un marché dont l'attention restait fixée sur la situation en Syrie, du fait d'un regain des craintes de frappes militaires occidentales. Vers 18H00 GMT (12H00 en Guadeloupe), l'euro valait 1,3173 dollar, contre 1,3193 dollar lundi vers 21H00 GMT. Mardi vers 15H35 GMT, l'euro est tombé à 1,3139 dollar, son niveau le plus faible en un mois et demi. La monnaie unique européenne reculait face à la devise japonaise, à 130,89 yens contre 131,07 yens lundi. Le dollar restait stable face à la devise nippone, à 99,35 yens - après être monté à 99,86 yens vers 14H55 GMT, son plus haut niveau en un mois - contre 99,34 yens lundi. Vers 18H00 GMT la livre britannique

progressait un peu face à l'euro, à 84,60 pence pour un euro et aussi face au dollar, à 1,5568 dollar pour une livre. La devise helvétique baissait face à l'euro, à 1,2329 franc suisse pour un euro, comme face au dollar, à 0,9358 franc suisse pour un dollar. L'once d'or a terminé à 1.399,50 dollars au fixing du soir contre 1.392,25 dollars lundi. La devise chinoise a fini à 6,1204 yuans pour un dollar contre 6,1200 yuans la veille.

## **MATIÈRES PREMIÈRES**

Les cours du pétrole montaient légèrement mardi en fin d'échanges européens, aidés par un regain d'inquiétude sur la situation en Syrie et par un indicateur américain encourageant sur la vigueur de la reprise économique des États-Unis. Vers 16H00 GMT (18H00 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 115,12 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 79 cents par rapport à la clôture de lundi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour la même échéance prenait 33 cents par rapport à la clôture de vendredi, à 107,98 dollars. En raison d'un jour férié aux États-Unis lundi, les échanges du brut new-yorkais étaient restés limités aux seuls échanges électroniques

## **DOSSIER PRÉPARÉ PAR LA RÉDACTION**



## **MANAGEMENT, PATRIMOINE, DROIT**

### **NOUVELLE JURISPRUDENCE SUR LE TAUX EFFECTIF GLOBAL**

Pour la première Chambre de la Cour de cassation, le calcul du taux effectif global (TEG) d'un prêt sur 360 jours entraîne la déchéance du droit aux intérêts de la banque, lorsque ce prêt est consenti à un consommateur ou à un

non-professionnel. La décision rendue le 19 juin 2013 par la première Chambre civile de la Cour de cassation (pourvoi n° 12-16.651) est particulièrement importante. Elle va avoir pour effet de mettre un terme à une pratique ancienne des banques. Ces dernières ont, le plus souvent, pris l'habitude de calculer les intérêts d'un prêt sur la base d'une année comptable fictive de 360 jours et non sur une année réelle de 365 ou 366 jours, ce qui a pour effet de fausser légèrement le coût réel du prêt. Par sa décision, la Cour de cassation indique, dans des termes de principe que « le taux de l'intérêt conventionnel mentionné par écrit dans l'acte de prêt consenti à un consommateur ou un non-professionnel doit, comme le taux effectif global, sous peine de se voir substituer l'intérêt légal, être calculé sur la base de l'année civile ». Ceci signifie que la déchéance du droit aux intérêts de la banque devra être systématiquement prononcée lorsque l'étude de l'offre de prêt fera apparaître que le taux a été calculé sur 360 jours, aussi bien pour un prêt immobilier que pour un crédit à la consommation. Le taux légal (0,04 % actuellement) sera alors substitué au taux contractuel. Pour un prêt de plusieurs centaines de milliers d'euros, l'application du taux légal au lieu du taux contractuel pourrait représenter une économie très importante pour l'emprunteur, mais également une très lourde perte pour la banque, dont l'intérêt serait alors de transiger avec son client, en lui proposant, par exemple, de renégocier son contrat. De très nombreux prêts sont, vraisemblablement, concernés par cette décision, dont la portée semble particulièrement importable, d'autant que la notion de « non-professionnel » semble nettement plus large que celle de « consommateur ».

Le texte de cet arrêt est le suivant :

« Vu l'article 1907, alinéa 2, du code civil, ensemble les articles L. 313-1, L. 313-2 et R. 313-1 du code de la

consommation ;

Attendu qu'en application combinée de ces textes, le taux de l'intérêt conventionnel mentionné par écrit dans l'acte de prêt consenti à un consommateur ou un non-professionnel doit, comme le taux effectif global, sous peine de se voir substituer l'intérêt légal, être calculé sur la base de l'année civile ;

Attendu, selon l'arrêt attaqué, qu'en vertu d'une offre de prêt acceptée le 15 février 2005, M. X... a contracté auprès d'une banque un « prêt relais habitat révisable » d'une durée de vingt-quatre mois, remboursable en une seule échéance différée, moyennant un taux effectif global et un taux de période variable « donnés à titre indicatif en fonction de l'indice Moy. arithm./15 j. Euribor douze mois », les conditions générales du prêt précisant que « le calcul des intérêts dus est effectué sur la base d'une année de trois cent soixante jours (soit douze mois de trente jours) » ; qu'en raison de la défaillance de l'emprunteur, la société Compagnie européenne de garanties et de cautions (la société CEGC), qui s'était portée caution solidaire de ce prêt, a désintéressé la banque puis exercé une action subrogatoire contre le débiteur principal, lequel a opposé à la caution subrogée la nullité de la stipulation de l'intérêt nominal, calculé d'après l'année dite « lombarde » de trois cent soixante jours ;

Attendu que, pour rejeter cette exception et condamner M. X... à payer à la société CEGC la somme de 312 239,72 euros, l'arrêt retient que si le taux effectif global doit être calculé sur la base d'une année civile, rien n'interdit aux parties à un prêt de convenir d'un taux d'intérêt conventionnel conclu sur une autre base, que l'acte de prêt du 15 février 2005 stipulant expressément que les intérêts conventionnels seront calculés sur la base d'une année de trois cent soixante jours, c'est de manière inopérante que

M. X... oppose à la caution, subrogée dans les droits de la banque créancière, la nullité de cette stipulation, s'agissant de modalités qui, librement convenues entre les parties, ne peuvent être remises en cause ;

Qu'en statuant ainsi quand le prêt litigieux, visant expressément les articles L. 312-1 à L. 312-6 du code de la consommation, obéissait au régime du crédit immobilier consenti à un consommateur ou un non-professionnel, la cour d'appel a violé les textes susvisés ; PAR CES MOTIFS, et sans qu'il y ait lieu de statuer sur la seconde branche du moyen :

CASSE ET ANNULE, dans toutes ses dispositions, l'arrêt rendu le 8 décembre 2011, entre les parties, par la cour d'appel d'Aix-en-Provence ; remet, en conséquence, la cause et les parties dans l'état où elles se trouvaient avant ledit arrêt et, pour être fait droit, les renvoie devant la cour d'appel de Montpellier » ;

## DOSSIER PRÉPARÉ PAR MYRIAM ROMUALD



## TABLEAU DE BORD

### LE SMIC

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er janvier 2013 à 9,43 euros de l'heure. Avec cette hausse de 0,3%, le salaire minimum passe à 1430,22 euros bruts mensuels pour 35 heures. Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minima est de: **1679,7 € brut mensuel** dont **254€** de prime BINO. Avec les critères de Guadeloupe les chiffres sont : **9,50 brut** ; **1440,86 brut**.



## **INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION:**

Au 3e trimestre 2012, l'indice des loyers commerciaux est à 108,17 points et augmente de 2,72% sur un an.

Au 3e trimestre 2012, l'indice du coût de la construction est à 1648 points et augmente de 1,48% sur un an.

### **POPULATION**

POPULATION 2011: 401 784 habitants

### **OFFRE**

PIB 2011 : 7 910 dont 34 % de PIB non marchand ( 2 690 )

IMPORTATIONS 2011: 2 664

RESSOURCES TOTALES : 10 853

### **DEMANDE**

CONSOMMATION 2011: 8 488 ( 5 126 ménage et 3 362 administration )

INVESTISSEMENT 2011 : 1 476

EXPORTATIONS 2011 : 889

DEMANDE TOTALE : 10 853

### **PRIX**

JUILLET 2013 : - 0,1% sur un mois ; 0,8 % sur un an

### **EMPLOI , CHÔMAGE**

DEMANDEURS D'EMPLOI ( A B C ) EN juillet 2013 : 67 770 ( +3,3% sur un an ).

OFFRES D'EMPLOI EN JUILLET 2013 : - 18,9% sur un an

EMPLOI MARCHAND au 30 septembre 2012 : 49,8 (dont 8,5 industrie , 7,5 construction, 33,8 service marchand )

EMPLOI NON MARCHAND EN 2010 : 48577 dont 36 282 fonctionnaires ( état 15212, collectivités locales 15 729 , santé 5341).

### **ENTREPRISES CRÉÉS**

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES en 2012 : 5015

**DOSSIER PRÉPARÉ PAR L'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE**